



AJC-AJJ
ASSOCIATION OF JUSTICE COUNSEL
ASSOCIATION DES JURISTES DE JUSTICE

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

The AJC Press Clippings provides articles in both English and French. The articles appear in the language of publication. La revue de presse de l'AJJ partage des articles en français et en anglais. Les articles apparaissent dans la langue de publication.

Québec donne 24 heures aux juristes de l'État

Publié le jeudi 23 février 2017 à 18 h 39

RadioCanada.ca

Le président du Conseil du Trésor, Pierre Moreau, a déposé une offre finale et globale en vue de mettre fin à la grève des avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ). En cas d'impasse, il n'exclut plus l'imposition d'une loi spéciale pour forcer les juristes du gouvernement à rentrer au travail.

Un texte de Mathieu Dion, *correspondant parlementaire à Québec*

L'offre permettrait à LANEQ d'obtenir une rémunération comparable à celle des procureurs de la Couronne. Pierre Moreau annonce également l'ajout d'un élément nouveau sur le statut particulier des juristes, leur premier cheval de bataille.

Les juristes espèrent obtenir une indépendance par rapport aux autres employés de la fonction publique. Le Conseil du Trésor a déjà proposé de créer un comité impartial de trois personnes qui se pencherait sur la reconnaissance d'un éventuel statut particulier. Cette fois-ci, le groupe serait toujours composé d'un membre du gouvernement et d'un second du syndicat, mais en cas de mésentente sur la troisième personne, celle-ci pourrait être déterminée par le juge en chef de la Cour supérieure.

M. Moreau donne 24 heures - ou jusqu'à 17 h, vendredi - à LANEQ pour qu'elle se prononce sur cette cinquième offre du gouvernement, après quoi il n'écarte aucune option, dont celle d'une loi spéciale pour forcer un retour au travail.

J'attendrai le rapport qui me sera fait [par les négociateurs du Conseil du Trésor]. Ensuite, je ferai des recommandations au gouvernement pour les suites à donner à ce dossier.

Pierre Moreau, président du Conseil du Trésor

« Un grave manque de respect »

LANEQ s'est dite indignée que le gouvernement limite la discussion à 24 heures, après 18 semaines sans avoir offert de nouvelle proposition. La sortie publique de Pierre Moreau est, selon un communiqué émis à la suite de l'annonce, un « grave manque de respect pour le processus de négociation ».

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

Le débrayage des 1100 avocats et notaires de l'État, qui dure depuis le 24 octobre, a grandement ralenti le processus législatif à l'Assemblée nationale, en plus de freiner de nombreuses causes judiciaires.

Le Barreau demande au premier ministre de régler le conflit avec les juristes

Publié le mardi 21 février 2017

Radio Canada Québec

Le Barreau du Québec presse le premier ministre Philippe Couillard d'intervenir rapidement afin de mettre un terme au conflit entre le gouvernement et les juristes de l'État.

La bâtonnière Claudia P. Prémont mentionne que la grève des avocats et notaires de l'État, qui dure depuis quatre mois, a entraîné « des conséquences déplorables qui minent la saine administration de la justice » et portent atteinte aux Québécois et Québécoises ».

« Comme vous le savez sans doute, des centaines, voire des milliers de dossiers ont été remis et les citoyens sont lésés par des délais qui ne cessent et ne cesseront de s'allonger », écrit Mme Prémont dans une lettre envoyée mardi au premier ministre.

Lundi, le Barreau de Montréal avait lancé un appel similaire au gouvernement.

Confiance du public

Claudia P. Prémont soutient que les doutes qui ont été soulevés sur l'indépendance des juristes du gouvernement minent la confiance du public envers l'État de droit. Elle croit « que la situation a assez duré ».

« Dans un souci urgent de retenir la confiance du public envers l'administration de la justice et d'assurer la protection des Québécois et Québécoises, je vous demande, au nom du Barreau du Québec, d'initier le règlement du conflit », écrit la bâtonnière.

Les juristes de l'État sont en grève depuis le 24 octobre. La semaine dernière, ils ont décidé à 63 % de poursuivre la grève, et ce, même si leur fonds de grève est à sec.

« Silence totalement injustifié »

La sortie de Mme Prémont intervient quelques heures après la publication, dans le quotidien *Le Devoir*, d'une lettre signée par l'avocat à la retraite Georges Lalande, qui reproche au Barreau du Québec d'être « inactif » et qui accuse la bâtonnière de se terrer « dans un silence totalement injustifié en invoquant qu'il s'agit d'un simple conflit de travail qui ne relève pas de son autorité ».



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

M. Lalande rappelle que l'ex-bâtonnière Lu Chan Khuong, qui souhaite effectuer un retour la tête du Barreau du Québec, a pris position sur le sujet il y a quelques semaines, estimant que le Barreau devait appuyer les juristes dans leur lutte, qui vise notamment à obtenir la parité salariale avec leurs collègues des affaires criminelles et pénales.

Grève des juristes: Québec déposera une loi spéciale

Le Soleil

Publié le 25 février 2017

Vicky Fragasso-Marquis
La Presse Canadienne
Montréal

Jugeant que les juristes de l'État n'ont fait «aucun compromis» depuis le début du conflit de travail, le président du Conseil du trésor Pierre Moreau présentera «à regret» un projet de loi spéciale pour forcer le retour au travail des avocats et notaires, à moins d'un règlement inattendu, dimanche, en négociation.

M. Moreau a annoncé samedi, en fin d'après-midi, que les députés seront convoqués à l'Assemblée nationale pour se prononcer sur ce projet de loi, lundi.

«Ce n'était pas notre intention depuis le début. Depuis que je suis entré en fonction, j'ai essayé, j'ai multiplié les rencontres. Nous avons fait cinq propositions à l'exécutif syndical et aujourd'hui, je constate que tout cela a été fait en vain», a-t-il expliqué en point de presse à Montréal.

Le gouvernement libéral avait présenté jeudi une «offre globale et finale», qui selon le premier ministre Philippe Couillard présentait une «offre monétaire qui est proche ou identique, en termes de dollars, à ce qu'obtiennent les procureurs de la Couronne».

Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ) revendiquent depuis le début le même traitement que leurs pairs procureurs aux poursuites criminelles et pénales. Et ils martèlent que les offres que leur a faites Québec à ce jour sont loin d'équivaloir à celles qu'ont eues les procureurs de la Couronne. Ils ont fait savoir vendredi qu'ils présenteraient une contre-offre.



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

Selon le ministre Moreau, LANEQ avait convoqué les négociateurs du gouvernement pour une rencontre samedi, ce qu'ils étaient prêts à faire. Finalement, LANEQ aurait annulé la rencontre en matinée.

«Je pense que l'une des stratégies de l'exécutif syndical est d'appeler une loi spéciale et de transformer tout ça en conflit et en contestation judiciaire», a déploré le ministre.

Revirement de situation

Quelques minutes avant la conférence de presse de M. Moreau, LANEQ avait envoyé un communiqué de presse pour dire que le syndicat avait demandé au gouvernement de lui laisser la journée de samedi «pour finaliser [une] contre-proposition et la présenter ce dimanche à 13 h».

Or, dans un autre revirement de situation, samedi soir, cette présentation a finalement reçu l'aval du ministre, a annoncé LANEQ. Pierre Moreau avait spécifié en conférence de presse être encore ouvert à négocier d'ici lundi.

«Le gouvernement a confirmé, seulement après avoir annoncé la convocation de l'Assemblée nationale pour une loi spéciale, la tenue d'une rencontre de négociation demain à 13h», a assuré LANEQ, samedi soir.

Le syndicat n'accordera pas d'entrevue entre-temps, mais dévoilera publiquement sa contre-proposition à la suite de la rencontre de négociation. Vendredi, le président du Conseil du trésor avait toutefois spécifié que le gouvernement n'était ouvert qu'à des ajustements «à la marge» de sa dernière offre, décrite comme finale et globale.

Les quelque 1100 avocats et notaires de l'État à l'emploi de différents ministères et organismes gouvernementaux sont en grève depuis le 24 octobre, soit depuis quatre mois. Leur fonds de grève est épuisé depuis quelque temps, ce qui ne les a pas empêchés de reconduire la grève le 15 février dernier.

Selon le ministre Moreau, la grève a provoqué plusieurs retards au sein de l'État québécois, notamment dans les tribunaux administratifs et à l'Assemblée nationale.

«Les services normaux ne peuvent plus être assurés. Seuls les services essentiels le sont. Dans un contexte de société de droit, les tribunaux doivent fonctionner, les institutions gouvernementales doivent fonctionner», a-t-il soutenu.

Pierre Moreau n'a pas précisé les détails de son projet de loi, notamment à savoir quand les avocats et notaires reviendraient au travail. «Pour éviter un outrage à l'Assemblée, les parlementaires doivent être les premiers à être saisis de la loi», a-t-il indiqué.



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

Demande de médiation

Le Barreau du Québec a demandé samedi aux parties de se tourner vers la médiation. L'organisme a indiqué, par communiqué de presse, qu'elle demande au juge en chef de la Cour supérieure, Jacques R. Fournier, «de désigner un membre du tribunal pour procéder à la médiation et demande aux parties de faire preuve de bonne foi en acceptant cette invitation». «Nous sommes profondément convaincus qu'un médiateur neutre et indépendant facilitera l'atteinte d'un règlement satisfaisant pour les parties, et permettra que cette crise sans précédent pour notre système judiciaire se termine», a affirmé la bâtonnière du Québec, Claudia P. Prémont.

Me Prémont compte demander une rencontre avec le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau, et la ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, «afin de discuter des moyens que compte prendre le gouvernement pour que le système de justice se remette le plus rapidement possible de cette crise et de son impact majeur appréhendé quant aux délais procéduraux occasionnés».

Elle souhaite que le gouvernement ne dépose pas un projet de loi spéciale, car cela «ne ferait qu'affaiblir irrémédiablement le lien de confiance entre les juristes et leur employeur». Avec *Guillaume Piedboeuf*

Grève des juristes de l'État: Québec dépose son «offre finale et globale»

Le Journal de Québec

Patrick Bellerose

Jeudi, 23 février 2017

Le gouvernement Couillard compte mettre fin rapidement à la grève des juristes de l'État, qui en est déjà à sa 18e semaine.

Le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau, a annoncé jeudi qu'il déposera en soirée une «offre finale et globale».

Le ministre affirme avoir pris cette décision après que le syndicat des juristes, Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ), eut déposé une proposition qui s'éloignait des offres du



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

gouvernement.

«À l'évidence, on est, à peu de choses près, sur des positions qui semblent intransigeantes, de la part de LANEQ. Et, pour le gouvernement, il y a des paramètres qui sont incontournables», a-t-il dit en évoquant le cadre financier du gouvernement.

Québec propose aux juristes une rémunération «comparable» à celle des procureurs de la couronne et un «forum impartial» pour définir leur statut professionnel, selon Pierre Moreau. Québec estime répondre ainsi aux deux principales demandes de LANEQ.

Des négociations peuvent encore se tenir, mais elles devront se faire «à la marge» de l'offre gouvernementale, dit le ministre.

Le négociateur du gouvernement devra maintenant lui faire rapport d'ici 24 heures. «Sur la base de ce rapport, je présenterai au gouvernement mes recommandations sur les suites à donner à ce dossier», dit Pierre Moreau.

Le ministre a refusé de dire s'il envisage une loi spéciale pour régler le conflit, mais il n'a pas non plus écarté plus cette option.

Les députés libéraux n'ont toutefois pas reçu la consigne de demeurer à Québec pour la fin de semaine, ce qui indiquerait une possibilité de rappeler la chambre pour imposer une loi spéciale. Les élus ont quitté jeudi pour deux semaines de relâche parlementaire.

LANEQ n'a pas souhaité commenter l'offre gouvernementale jeudi soir, mais le syndicat a souligné son «indignation» devant la volonté de «limiter la discussion à 24 heures».

Une loi spéciale pour forcer le retour au travail des juristes de l'État en grève pourrait être adoptée dès lundi

JournaldeMontreal.com

Michel Bellemare

Samedi, 25 février 2017



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

MONTRÉAL – Le gouvernement Couillard se dit prêt à adopter une loi spéciale dès lundi pour forcer le retour au travail des juristes de l'État en grève depuis 18 semaines. L'intention du gouvernement a été annoncée samedi, en fin d'après-midi, à Montréal, par le président du Conseil du trésor, Pierre Moreau, dans la foulée de l'échec d'une tentative de rencontre plus tôt dans la journée entre les représentants du syndicat des juristes, LANEQ (Les avocats et notaires de l'État québécois), et les négociateurs du gouvernement. Après avoir évalué le dossier, le ministre Moreau a expliqué que le gouvernement veut toujours «une entente négociée avec les juristes à l'intérieur des paramètres financiers du gouvernement», mais qu'il doute de la bonne foi du syndicat. Il a donc recommandé l'adoption d'une loi spéciale, ajoutant que le premier ministre avait signé une lettre en après-midi samedi pour que les membres de l'Assemblée nationale soient convoqués à cette fin lundi en fin de journée.

Les représentants de LANEQ ont été dans l'impossibilité de se présenter à une rencontre avec les négociateurs du gouvernement, qu'ils avaient pourtant réclamée la veille, pour discuter des derniers développements dans leur dossier.

Jeudi, le gouvernement avait soumis à LANEQ une offre globale et finale et le ministre Moreau avait laissé 24 heures à l'association syndicale pour signifier sa réponse. Selon le ministre, l'offre accorde au bout de quatre ans une rémunération globale semblable à celle des procureurs de la Couronne avec lesquels les juristes veulent obtenir la parité. Vendredi, le syndicat a répondu qu'il allait présenter une contreproposition, tout en réclamant une rencontre avec les négociateurs gouvernementaux.

La rencontre, autorisée par M. Moreau, devait avoir lieu à 13 h samedi, a souligné celui-ci durant sa conférence de presse, samedi. Les représentants de LANEQ n'étaient pas disponibles, a-t-il ajouté, affirmant que «48 heures après l'offre globale et finale, je constate qu'une entente négociée n'est pas possible».

«Je comprends qu'ils refusent notre offre globale et finale, mais qu'ils ne nous en informent pas», a déploré le ministre, répétant ce que le premier ministre Couillard avait dit la veille, c'est-à-dire que la grève commence à avoir des incidences sérieuses sur le fonctionnement de l'État.

Le ministre Moreau a ajouté samedi qu'il est toujours prêt à discuter et trouver une solution d'ici lundi, pourvu que le syndicat ne demande que des «ajustements à la marge» et non des modifications trop importantes à son offre globale et finale. De son côté, en fin d'après-midi, samedi, LANEQ a indiqué qu'elle avait «proposé au gouvernement de nous laisser la journée de samedi pour finaliser notre contreproposition et la



Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

présenter ce dimanche à 13 h». «Nous souhaitons pouvoir exercer notre droit constitutionnel de négocier dans des conditions acceptables», a déclaré Me Jean Denis, président de LANEQ.

En soirée, samedi, LANEQ a annoncé qu'il y aura une rencontre de négociation entre les parties ce dimanche à 13 h, malgré l'annonce de la convocation de l'Assemblée nationale pour une loi spéciale.

La loi spéciale: pas une solution prisee

L'annonce du recours à une loi spéciale pour mettre fin au litige qui oppose les juristes de l'État au gouvernement du Québec a suscité de vives réactions, samedi, dans le milieu juridique, notamment du côté du Barreau du Québec et de l'ancienne bâtonnière Lu Chan Khuong qui veut de nouveau diriger l'ordre professionnel.

Dans un communiqué de presse publié dans les minutes suivant la conférence du ministre Moreau, samedi, l'actuelle bâtonnière du Québec, Claudia P. Prémont, a affirmé que «le conflit de travail dure depuis quatre mois et demi: ça suffit!».

Jointe au téléphone par l'Agence QMI, Me Prémont a expliqué que le Barreau demande aux parties de s'entendre et, pour ce faire, d'avoir recours à la médiation. «Le juge en chef de la Cour supérieure, Jacques R. Fournier, m'a dit qu'il était prêt à nommer un membre du tribunal – un juge – pour procéder à la médiation entre les parties.» «Une loi spéciale n'est pas une solution, il faut tout faire pour l'éviter», a-t-elle ajouté.

La bâtonnière demande aux parties d'accepter cette proposition et assure qu'un médiateur pourrait être trouvé dès ce dimanche.

Dans un courriel, Me Lu Chan Khuong, qui veut se faire élire à nouveau en mai au poste de bâtonnière du Québec après avoir démissionné en 2015 dans la foulée d'allégations de vol à l'étalage, a aussi pris ses distances face au recours à une loi spéciale. «Une loi spéciale, c'est la pire solution», a-t-elle écrit, ajoutant qu'«il aurait fallu adopter un mécanisme d'arbitrage qui lierait les parties, c'était la seule solution».

Lu Chan Khuong en a aussi profité pour critiquer la réaction du Barreau dans ce dossier. «La dernière intervention du Barreau a été de demander au premier ministre d'intervenir, d'une certaine façon il a ainsi pressé l'option de la loi spéciale, son silence aurait été préférable.»

Son conjoint, l'avocat Marc Bellemare, ancien ministre de la Justice, a, pour sa part, affirmé samedi que le recours à une loi spéciale «est une très mauvaise nouvelle». «Les juristes de l'État ont fait preuve de courage, ça va laisser des traces. Leur coeur est brisé, il faut blâmer le gouvernement, la ministre de la Justice Stéphanie Vallée qui a été absente, et la bâtonnière.»

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

CHRONOLOGIE DU CONFLIT

- 11 oct. 2016 : Les membres de LANEQ votent pour la grève lors d'une assemblée générale extraordinaire
- 24 oct. 2016 : Devant l'absence de progression dans les négociations avec le gouvernement, les juristes de l'État déclenchent une grève générale illimitée
- 12 déc. 2016 : Tentative infructueuse de reprise des négociations entre les représentants de LANEQ et ceux de la partie patronale
- 20 déc. 2016 : Rejet par les juristes des dernières offres patronales et vote pour la poursuite de la grève
- Début janvier : Blitz de discussions exploratoires entre les parties
- Mi-janvier : Le premier ministre nomme Pierre Moreau au poste de président du Conseil du trésor
- 24 janvier : Le gouvernement soumet de nouvelles offres aux syndiqués
- 26 janvier : Rejet par les juristes des nouvelles offres gouvernementales
- 3 février : Les négociations se poursuivent
- 14 février : Nouveau rejet des offres gouvernementales. La grève se poursuit.
- 23 février : Dépôt d'offres globales et finales par le gouvernement
- 24 février : LANEQ dit qu'elle soumettra une contreproposition
- 25 février : Échec d'une tentative de rencontre entre les parties et annonce par le président du Conseil du trésor de l'adoption dès lundi d'une loi spéciale
- 26 février : Rencontre de négociation prévue. LANEQ doit faire le point par la suite

Twelve cases in Alberta dismissed since Jordan decision

Calgary Herald
Ryan Rumbolt
February 25, 2017

In the eight months since the Supreme Court of Canada placed limits on the amount of time an accused can await the start of their trial, a dozen Alberta criminal cases have been dismissed.

Now, Alberta's justice minister says measures are being put in place to minimize delays. A total of 60 so-called Jordan applications have been made in Alberta since the top court ruling in July 2016.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

Justice Minister Kathleen Ganley said recommendations made in the 2013 Injecting a Sense of Urgency Report called for an increase in direct indictments, or cases that go directly trial, instead of preliminary inquiries in “all but the most serious cases.”

Ganley said the push for more direct indictments could reduce the time it takes for cases to go to trial when there are concerns for “a really vulnerable victim” or to “avoid running up against the Jordan timeline.”

“There have been some calls from some of my provincial counterparts to get rid of (preliminary inquiries) entirely and I think maybe some moves in that direction would definitely help us in our aim to ensure that things get through in a timely manner,” Ganley said.

The Jordan decision set out new guidelines for what constitutes a reasonable time for trial, with a ceiling of 18 months set for provincial court and 30 months in the Court of Queen’s Bench to go to trial after charges are laid.

All charges, including murder and sexual assault, will be stayed in a case where an unreasonable delay is found.

Preliminary inquiries allow the defence to test evidence before the court, but Ganley said changes to Crown disclosure obligations mean evidence is already available to defence council and some preliminary inquiries are “adding burden to the system.”

Ganley said there was about a 17 per cent decrease in preliminary inquiries between 2013 and 2016, and each direct indictment saved the equivalent of at least three days of court time.

Ian Savage, president of the Calgary-based Criminal Defence Lawyers’ Association, said direct indictments are not a fix to the backlogged legal system in the province, calling the indictments an “extreme measure” and “should be used sparingly.”

“Direct indictments and the elimination of preliminary inquiries is a short-sighted, knee-jerk reaction frankly, and will not, in fact, address the problems in the system,” Savage said.

Savage said the majority of court delays are due to “a chronic underfunding of the justice system” and a large shift to direct indictments is only a short-term fix.

“You can’t just pick at one little part of the system and say, ‘oh, this is going to fix the problem’ — it doesn’t work that way in practice,” Savage said.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

In Manitoba, three chief justices and the attorney general have proposed to eliminate all preliminary inquiries for four years to reduce court delays, a move Savage called “ludicrous.”

According to the province, there are currently 19 vacancies on the Court of Queen’s Bench in Alberta but the federal government have only recognized seven of those vacancies. Ganley said even if those seven vacancies are filled, Alberta would still have the lowest number of superior court justices per capita compared to other provinces.

“Any new judicial appointments over the next one to two years will have marginal impact,” Savage said. “The appointment of new judges is needed, but it will not be a short-term fix.”

The 2013 report was prompted by the case of Dani Polsom, who lost the opportunity to see the man accused of molesting her face a trial in Airdrie provincial court after the charges against him were stayed because of an unreasonable 38-month delay.

In Alberta, direct indictments are signed by the deputy attorney general after receiving a recommendation from the Alberta Crown Prosecution Service.

Since the report was released there have been 230 direct indictments signed off in Alberta, 94 of which were in 2016.

Jordan applications by the numbers:

Since Oct. 25, 2016:

- 60 Jordan applications have been filed
- 11 applications are pending
- 17 applications have been dismissed by the court
- 6 applications have been granted, one under an appeal by the Crown
- 12 applications were abandoned by defence
- 6 matters were proactively stayed by Crown on the basis that they would not survive the Jordan application
- 8 matters were resolved unrelated to the Jordan decision.

Town shocked by letter from Crown Attorney’s Association

Jackie Gold-Irwin, Hanna Herald

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

Airdrieecho.com

Friday, February 24, 2017

Town officials reviewed a letter from James Pickard, the President of the Alberta Crown Attorney's Association at their Feb. 14 meeting.

The letter, which Mayor Chris Warwick, described as "very interesting" noted that Alberta was facing a backlog of cases and a decrease in their budgeting during a time where other provinces are spending more money to ensure trials are speedy and fair.

"I was shocked," noted Warwick about the letter.

The letter noted that there are currently 139 Provincial Court and Court of Queens Bench criminal cases that currently exceed the R. v Jordan timelines, and another 170 Provincial Court and Court of Queens Bench Criminal cases that are on the verge of exceeding them.

R v Jordan was a decision by the Supreme Court of Canada that placed a greater onus on the justice system in all Canadian provinces and territories to expedite criminal matters.

The decision, which Pickard noted has been described as "a wake up call for Justice officials," had three provinces directly addressing the directions by increasing their budget and hiring more staff.

"It saddens me to tell you that our ability to perform our duties has become severely compromised due to financial decisions made by our current government. We have repeatedly raised our concerns with our Minister and Deputy Minister but there has been no response to this crisis," Pickard wrote.

The Calgary Rural and Regional Response Crown Prosecutors Office prosecutes criminal offences committed in Canmore, Cochrane, Didsbury, Okotoks, Hanna, Strathmore, Turner Valley, Airdrie, T'suu Tina Nation, Siksika Nation, Drumheller, Banff, High River, Oyen and the surrounding areas.

As one of the largest offices outside of Edmonton and Calgary, they were able to conclude 88 per cent of the charges laid before the court, a rate below the provincial average according to Pickard.

Yet 88 per cent case closure still resulted in 1500 charges that were not concluded, which meant those charges were added to the docket for those to be heard in 2017.

"Left unaddressed the number of unconcluded charges will continue to compound year over year," Pickard noted.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

“As of mid-December 2016, CaRRRO had the third-highest number of active cases (behind only Edmonton and Calgary) while being staffed with only 13 prosecutors,” Pickard added.

“Clearly more prosecutors are needed to ensure that the administration of justice is maintained.”

Warwick agreed with the sentiments behind the letter noting that “clearly (the government) need to budget a lot more money for the judicial system.”

Justice Robin Camp loses bid to suspend watchdog's deliberations on his fate Federal Court denies motion to stop Canadian Judicial Council from considering recommendation to remove judge

By Alison Crawford, CBC News
Feb 24, 2017

The Federal Court has ruled the Canadian Judicial Council can continue to deliberate whether Justice Robin Camp can remain on the bench.

Deputy Judge Joseph Robertson handed down his decision hours after hearing arguments Thursday.

The judicial council is considering what to do in light of a decision by its inquiry committee to recommend Parliament vote to remove the Federal Court judge from the bench.

- Camp tries to suspend judicial watchdog's deliberations
- Camp to make final plea to judicial watchdog
- Report on Camp sends message to all judges

In November, the panel of senior judges and lawyers considered Camp's behaviour at a 2014 sexual assault trial, when he was an Alberta provincial court judge. It concluded Camp blamed the 19-year-old complainant for the alleged rape, displayed ignorance and antipathy for sexual assault legislation and was disrespectful to the Crown prosecutor.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

At one point during the trial, Camp asked the woman, who testified she'd been raped at a party, "Why couldn't you just keep your knees together?"

All 23 members of the Canadian Judicial Council, made up of chief and associate chief justices from across the country, must now make a formal recommendation to the minister of justice. Camp has asked to speak directly to the council on several occasions and has been turned down. The council encouraged the judge to submit his arguments in writing.

Wanted to appear in person

Last week, Camp asked the Federal Court to review the decision to deny him that opportunity and this week he asked the same court to force the judicial council to suspend its deliberations until after a decision is made on his first application.

Camp's lawyer, Frank Addario, argued Thursday that written submissions aren't sufficient to ensure the council is fully brought up to speed on the fact that the man who had been accused of rape in the case Camp presided over in 2014 was recently retried and acquitted.

Addario added that if the Federal Court were to order the judicial council to hear Camp's oral arguments after it makes its final decision, the result would be procedural chaos.

Robertson though, appears to have sided with arguments made by Falguni Debnath, a lawyer for the federal attorney general, who said it was premature to ask the Federal Court for judicial review, seeing as the council had not yet made a final decision. She also argued the public does not want any further delays on the decision of whether Camp is fit to remain a judge.

With accused killers poised to walk free, Ottawa urged to take action on court delays

Sean Fine - JUSTICE WRITER

The Globe and Mail

Published Tuesday, Feb. 21, 2017

Faced with accused killers and child abusers walking away from charges because of court delays, Ontario Attorney-General Yasir Naqvi is calling on federal Justice Minister Jody Wilson-Raybould to scrap a basic feature of the criminal-justice system – the preliminary inquiry – in all but the most serious crimes. He says it adds “many months” to legal proceedings, and is no longer useful.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

Mr. Naqvi is also urging his federal counterpart to convene a special one-day session of attorneys-general to discuss how to respond to new rules on delay, a call endorsed by Quebec, Manitoba and Alberta.

The requests come as the Canadian justice system continues to be shaken up by a Supreme Court ruling last July known as *R. v. Jordan* that set strict time limits on criminal proceedings – 18 months in provincial court, and 30 months in superior court. Lawyers across Canada have asked for criminal proceedings to be dismissed in more than 800 cases because of unreasonable delay, a *Globe and Mail* review found.

Related: Lawyers want to toss hundreds of criminal cases for unreasonable delays

Opinion: Victims of crime pay the real price for unreasonable delays

Read more: Supreme Court updates guidelines on ensuring right to timely trial

Already, two men accused of first-degree murder – one in Mr. Naqvi's home community of Ottawa – have had their charges thrown out because of unreasonable delay. (Both decisions are under appeal.) Another case, also in Ottawa, involved a young father accused of child abuse when his infant son suffered two broken ankles. And Ontario has more than 6,500 criminal cases beyond the 18-month point in provincial court.

Mr. Naqvi likened the time limits to new rules for a hockey game that is midway through the third period; while the Supreme Court intended to add clarity and restore faith in the system, the ruling "may, in fact, be having the reverse effect thus far," he said in a speech in Toronto on Tuesday.

And in a letter to Ms. Wilson-Raybould sent the same day, he said, "The *Jordan* decision is having a profound impact on the criminal justice system across Canada. In recent months, a growing number of cases have been affected in provinces and territories across the country, including some of the most serious cases in the system."

In addition to his call for an end to most preliminary inquiries and a national meeting, he urged his federal counterpart to fill 11 vacancies on Ontario's Superior Court, three of them in Ottawa. Currently, Canada has a near-record 60 vacancies on federally appointed courts.

Ms. Wilson-Raybould said in an e-mail that said she has received Mr. Naqvi's letter and will respond "in due course."

"Our government is committed to ensuring our criminal justice system works efficiently and effectively. I have been working closely with my officials to engage with our Provincial and Territorial colleagues to address court delays and the effects of the *Jordan* decision."

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

Attorneys-general in Manitoba, Quebec and Alberta said they support the call for a national session on Jordan. Manitoba Justice Minister Heather Stefanson said in an e-mail that her province raised the issue of limiting the use of preliminary inquiries at a federal-provincial meeting last October.

“An exceptional situation demands exceptional measures,” Quebec Justice Minister Stéphanie Vallée told *The Globe*. (In Gatineau, Que., on Wednesday, a man accused of killing three people will ask for a dismissal of charges due to unreasonable delay.) She said she would support some modifications to preliminary inquiries, but was not prepared Tuesday to provide details.

The preliminary inquiry is a pre-trial test of whether the prosecution has enough evidence to send an accused to trial. It has existed since the Criminal Code first took effect in 1893, and it goes back to the 13th century in Britain. Some say part of its original purpose was to save scarce judicial resources, by making sure only worthy cases reached trial. Another purpose has also been to disclose the prosecution’s case to the defence. But in 1991, the Supreme Court made such disclosure mandatory.

As a result, in *R. v. Jordan*, the Supreme Court suggested preliminary inquiries were no longer necessary. “Parliament may wish to consider the value of preliminary inquiries in light of expanded disclosure obligations,” the court’s majority wrote. Mr. Naqvi cited the court’s suggestion, and said that more effective and efficient means are now being used to assess charges, “most notably a Crown screening standard that is higher than the preliminary inquiry test for committal.” (The preliminary inquiry test is whether a reasonable jury, properly instructed, could find an accused guilty.)

Ontario, he said, has done a detailed analysis in recent months, and found that “the vast majority of preliminary inquiries result in the accused being committed to stand trial, yet this step in the process typically adds many months to the length of a criminal case.” He did not present any numbers, but said he will be ready to share a summary of the findings with other attorneys-general soon.

Some members of the defence bar are aghast.

“Of course most cases pass the preliminary inquiry test but that’s the wrong question,” Toronto lawyer Frank Addario said in an e-mail. “Does the preliminary inquiry narrow the issues? Yes. Does it force prosecution and defence lawyers to be realistic about the weaknesses of their case? Yes. Do preliminaries lead to settlements before trial? Every lawyer will say yes. Does it reduce overall clogging in the system by reducing the number of court hours used overall? We don’t know, because Ontario didn’t analyze that. That should be the main criteria.”

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

Ben Berger, an associate dean at York University's Osgoode Hall law school, said preliminary inquiries achieve other important goals than the ones set out by Mr. Naqvi, such as "narrowing the issues prior to trial, exposing the strength of the Crown's case in a way that can lead to plea agreements or other settlements, and, though uncommon, filtering out cases for which there simply is not sufficient evidence to proceed."

Currently, the Crown may opt to proceed directly to trial – known as a "direct indictment," or "preferring an indictment" – but only with the approval of the Attorney-General or deputy Attorney-General. A practice memorandum that guides Ontario prosecutors says a direct indictment is considered "extraordinary" and is used infrequently.

Ontario's Attorney General calls on federal counterpart to speed up justice system

thettar.com

By Jacques Gallant Legal Affairs Reporter

Tues., Feb. 21, 2017

Yasir Naqvi said he wants Justice Minister Jody Wilson-Raybould to curtail the use of preliminary inquiries in criminal cases, and fill the 11 judicial vacancies in Ontario immediately.

Ontario's Attorney General is calling on his federal counterpart to scrap preliminary inquiries in most criminal cases as a way to speed up the justice system.

These hearings are held prior to trials in Superior Court, which handles the most serious cases such as murder, and allow for a lower court judge to determine if there is enough evidence to send the accused to trial.

Speaking to the Empire Club of Canada Tuesday, Attorney General Yasir Naqvi said he also wants federal Justice Minister Jody Wilson-Raybould to move as quickly as possible to fill Ontario's 11 judicial vacancies in Superior Court, which include seven in the GTA and three in Ottawa.

"We need to make bold changes to speed up and simplify the criminal court process," Naqvi said.

"It is our view that the long-held rationales for preliminary inquiries simply no longer exist," he continued. "I have, therefore, asked the Minister to consider Criminal Code reforms that will

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du 21 au 27 février 2017

significantly curtail the use of preliminary inquiries in criminal cases destined for the Superior Court.”

The Criminal Lawyers’ Association, which supports preliminary inquiries as the best way to discover a case against the accused, said it was not consulted on Naqvi’s request. “We will be pursuing the opportunity to point out the shortcomings of the Attorney General’s position,” said CLA president Anthony Moustacalis.

He said a preliminary inquiry also allows the parties to narrow the scope of a case, meaning the eventual trial would not be so lengthy or costly.

Toronto lawyer Daniel Brown pointed out that the Supreme Court’s recent decision to set a timeline of 30 months to get a case to trial in Superior Court obviously took into account the time needed for a preliminary inquiry.

“And, so, the notion that these preliminary inquiries have no value to the system is completely unfounded and false,” he said.

In a letter to Wilson-Raybould obtained by the Star, Naqvi said preliminary inquiries should be limited to the most serious offences, such as murder and treason.

He said the Crown’s screening standard for bringing a case forward is already higher than the test used in a preliminary inquiry to determine if an accused should stand trial.

Naqvi said that the provincial government has been conducting an analysis regarding the effectiveness of preliminary inquiries, and found that, in the vast majority of cases, the accused was ordered to stand trial.

“Yet this step in the process typically adds months to the length of a criminal case,” he said.

Naqvi said he has also asked Wilson-Raybould to convene a special meeting as soon as possible of provincial and territorial attorneys general to discuss the implications of a landmark 2016 Supreme Court decision that set new timelines to get a case to trial.

That decision, *R v. Jordan*, found that cases that take longer than 18 months to get to trial in provincial court, and 30 months in Superior Court, are considered presumptively unreasonable and it falls on the Crown to prove there were exceptional circumstances for the delay.

If the Crown fails, the charge against the accused will be stayed. Delay attributed to the defense cannot be used to justify staying a charge.

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

Several serious criminal cases have already been stayed in Ontario as a result of the Jordan decision, including a first-degree murder case in Ottawa last year.

Ontario government proposes new anti-human trafficking legislation

thestar.com

The Canadian Press

Wed., Feb. 22, 2017

If passed, the new law would allow survivors to sue their traffickers, and would allow victims to apply for human trafficking-specific restraining orders.

TORONTO—Human trafficking survivors would be allowed to sue their traffickers under new legislation proposed in Ontario, where about two-thirds of all police-reported cases in Canada occur.

Introduced Wednesday, the Anti-Human Trafficking Act would establish a process for survivors and those at risk to apply for human trafficking-specific restraining orders.

It would also allow survivors to take their traffickers to civil court, and proclaim Feb. 22 as Human Trafficking Awareness Day.

“Human trafficking exploits the most vulnerable people in our communities,” Status of Women Minister Indira Naidoo-Harris said in a statement. “It is a deplorable crime and we must do everything we can to protect and support survivors. This legislation helps survivors live without fear, and access the services they need to recover.”

Progressive Conservative Laurie Scott introduced a private member’s bill tackling the same issue last year after consulting with those affected by human trafficking.

“I can’t help but think that the government could have and should have acted sooner,” she said Wednesday.

“We now finally see the government embracing the changes that stakeholders, including victims’ services organizations, police officers and victims themselves have long been calling for.”

Press Clippings for the period of February 21 to 27 2017 / Revue de presse pour la période du
21 au 27 février 2017

The Liberal government in June announced a \$72-million strategy to end human trafficking, which includes the creation of a provincial anti-trafficking co-ordination office meant to foster information sharing between police, social services, child welfare and other sectors.

The government also promised at that time to establish a specialized provincial prosecution team to tackle human trafficking cases and advise local Crown attorneys and law enforcement.

New Democrat Peggy Sattler said there was a concerning lack of detail in the Liberals' June announcement. The corridor along Highway 401 has particularly been dealing with human trafficking, reflected in her own community of London, she said.

"London police have reported a shocking spike in the number of women and girls being trafficked, girls whose average age is just 13," Sattler said.

"In only 17 months since July 2015, the London Abused Women's Centre has assisted 158 women and girls who identify as being sex trafficked and sexually exploited".